

Élections législatives en Suède

19 septembre 2010

de **Corinne Deloy****ANALYSE**

Le 19 septembre prochain, 7 millions de Suédois sont appelés à renouveler l'ensemble de leurs représentants : nationaux (membres du Riksdag, Chambre unique du Parlement) et locaux (conseils municipaux et conseils de comtés).

Les Norvégiens et les Islandais vivant dans le royaume, les personnes possédant la nationalité d'un autre État mais enregistrées comme résidentes en Suède depuis au moins 3 ans consécutifs et les citoyens des 26 autres États membres de l'Union européenne sont autorisés à voter aux élections locales.

Pour le scrutin législatif, les électeurs peuvent voter à l'avance par correspondance dans tous les bureaux de poste du pays durant les 18 jours précédents, soit à partir du 1^{er} septembre. Ils peuvent s'ils le désirent annuler leur vote par correspondance en se rendant dans l'isoloir le jour du vote. 497 000 Suédois seront électeurs pour la première fois le 19 septembre prochain, soit +15% par rapport aux dernières élections législatives du 17 septembre 2006, représentant 9% du total des votants. Enfin, 132 780 Suédois de l'étranger participeront au scrutin.

À un mois des élections, le résultat reste incertain. Pour beaucoup d'analystes politiques, le scrutin devrait se jouer au centre. Dans une enquête d'opinion réalisée par l'institut SIFO en juillet dernier, 36% des Suédois se déclaraient de droite, 24% de gauche et 33% du centre. Un autre sondage réalisé en juillet montrait que 46% des électeurs pensaient que les forces de l'Alliance, actuellement au pouvoir, allaient s'imposer le 19 septembre tandis que 40% pronostiquaient un changement de gouvernement et donc une victoire de la gauche. Longtemps fidèles toute leur vie durant à un même parti, les Suédois, comme leurs homologues européens, se montrent plus volatiles. Leur vote fluctue selon le contexte électoral ou la position des partis sur tel ou tel enjeu. Tout ceci rend le résultat des élections législatives moins prévisible que durant les décennies précédentes, le scrutin restant indécis jusqu'à la veille du vote. En outre, si les campagnes électorales se cristallisent de plus en plus sur les deux principaux leaders politiques – le Premier ministre Fredrik Reinfeldt pour les forces de l'Alliance et Mona Sahlin pour la coalition de gauche –, la personnalité des candidats joue, en Suède, un rôle moindre que dans les autres États. Le débat d'idées est toujours primordial et les électeurs se prononcent toujours en premier lieu en fonction du programme économique et de la capacité à gouverner de chaque parti.

Le système politique suédois

La Suède possède un Parlement monocaméral, le Riksdag, qui compte 349 membres élus tous les 4 ans le 3^e dimanche de septembre au scrutin proportionnel. Le pays est divisé pour les élections législatives en 29 circonscriptions électorales, chacune élisant en moyenne 11 représentants au Riksdag. La plus vaste de ces cir-

conscriptions est celle de Stockholm qui élit 38 parlementaires.

Les votes des électeurs sont répartis selon la méthode modifiée de Sainte Lagüe avec un premier diviseur de 1,4. 310 sièges sont répartis entre les 29 circonscriptions électorales que compte le pays ; les 39 autres, appelés sièges compensatoires, sont attribués aux

différents partis afin d'assurer la représentativité la plus exacte possible au niveau national. Les candidats sont élus à ces sièges compensatoires dans les circonscriptions où leur parti bénéficie du plus fort reste. Pour prendre part à la distribution de ces sièges, un parti doit avoir obtenu 4% des suffrages exprimés au niveau national ou 12% au sein d'une circonscription donnée.

Depuis les élections législatives de 1998, les électeurs peuvent voter pour un parti ou effectuer un vote préférentiel en faveur de l'un des candidats figurant sur les listes qui leur sont proposées par les partis et, par conséquent, peser davantage sur l'attribution des sièges aux différents partis. Lors du dépouillement, on détermine le nombre de sièges obtenus par chaque parti avant de déclarer élus les candidats de chaque liste ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages sur leurs noms propres. Néanmoins, pour être élu selon ce système de vote préférentiel, un candidat doit avoir obtenu au moins 8% des voix recueillies par son parti dans une circonscription.

7 partis politiques sont actuellement représentés au Riksdag :

- le Parti social-démocrate (SAP), principal parti d'opposition, dirigé depuis 2007 par Mona Sahlin, a dominé la vie politique suédoise durant plus de 70 ans. Il compte 130 élus ;
- le Parti du rassemblement modéré (M), dirigé par le Premier ministre sortant Fredrik Reinfeldt, situé à droite, possède 97 députés ;
- le Parti du centre (C), ex-Parti agrarien dirigé par l'actuelle ministre de l'Industrie, Maud Olofsson, possède 29 députés ;
- le Parti du peuple-Les Libéraux (FpL), dont le leader est l'actuel ministre de l'Éducation, Jan Björklund, compte 28 élus ;
- le Parti chrétien-démocrate (KD), parti conservateur créé en 1964 et dirigé par Göran Hägglund, possède 24 députés ;
- le Parti de la gauche (Vp), ex-Parti communiste dont le leader actuel est Lars Ohly, compte 22 élus ;
- le Parti de l'environnement-Les Verts (MP), formation de gauche créée en 1981 et représentée par ses deux porte-parole, Peter Eriksson et Maria Wetterstrand, possède 19 députés.

L'Alliance : bilan de 4 ans de gouvernement

Au pouvoir depuis 2006, les forces de l'Alliance qui regroupe les 4 partis de droite (M, C, FpL, KD), s'enorgueillit du fait que la Suède a été moins sévèrement touchée que la majorité des autres États membres de l'Union européenne par la crise économique internationale. Pays très ouvert et donc fortement affecté par la chute du commerce mondial, la Suède a cependant connu une récession légèrement moins marquée que dans d'autres pays qui s'explique notamment par le soutien apporté à la demande intérieure et aux finances publiques qui ont permis de limiter la chute du PIB. Ce dernier a cependant chuté l'an passé pour s'établir à - 4,7%. La récession a inévitablement conduit à une augmentation du taux de chômage ; celui-ci s'élève à 9,5% de la population active (juin 2010) mais à 21,2% pour les jeunes entre 20 et 24 ans, et ce alors que la coalition de l'Alliance a remporté les précédentes élections législatives du 17 septembre 2006 sur ses promesses de réduction du chômage.

Lors de leur arrivée au pouvoir, les 4 partis de l'Alliance ont porté un coup aux syndicats et aux caisses de chômage gérés par ceux-ci en augmentant le coût des cotisations syndicales. Par voie de conséquence, le pays a connu une érosion syndicale (500 000 Suédois n'ont pas renouvelé leur souscription, ce qui représente une baisse de 8% des salariés syndiqués entre 2006 et 2009). En outre, l'État s'est désengagé du financement des caisses d'assurance chômage, sa contribution est tombée en janvier 2007 de 95% à 55% (soit une économie de 10 milliards de couronnes - 900 millions € - pour les caisses de l'État sur l'année 2007). Les conditions nécessaires pour percevoir l'allocation journalière de base de 320 couronnes (29 €) ont été durcies. Une personne doit avoir travaillé 80 heures mensuelles (contre 70) ou 480 heures sur 6 des 12 derniers mois à raison de 50 heures mensuelles. Enfin, le montant de l'allocation est désormais établi sur la base du revenu moyen perçu au cours des 12 derniers mois (au lieu de 6). De nombreux Suédois perçoivent donc une allocation journalière inférieure à l'allocation de base de 320 couronnes. Les dispositions prises par le gouvernement de Fredrik Reinfeldt ont touché les plus fragiles des Suédois puisqu'elles concernent en premier lieu ceux qui n'occupent pas un emploi en contrat à durée indéterminée, soit 571 000

personnes sur 4 millions de salariés. Le gouvernement a également réduit les avantages dont bénéficiaient les salariés en matière de congé maladie (auparavant non limité dans le temps) en établissant de nouvelles règles en juillet 2008. Seules les personnes très malades peuvent bénéficier d'un congé de longue durée. Les autres perçoivent 80% de leur salaire durant un an (le plafond étant fixé à 2 000 €). Ce congé est prolongeable de 550 jours (avec 75% du salaire). Après cette période, les personnes perdent leur droit à l'assurance maladie.

Interrogé par le journal Expressen, Fredrik Reinfeldt a affirmé que son gouvernement « *avait contribué à mettre en place une politique de l'emploi plus efficace, qui a tenté de mettre fin à une certaine culture de la passivité* ». Il a déclaré que le chômage des jeunes s'expliquait par le fait que nombre d'entre eux quittent le système scolaire sans qualification. « *D'où l'utilité des réformes que nous avons mises en place, sur le coaching ou le développement de l'apprentissage* » a-t-il dit, ajoutant, « *d'un autre côté, il s'agit de ne pas faire la fine bouche devant un emploi chez McDo. Après tout, avoir un boulot avec un salaire, c'est une bonne chose* ». Dans son programme présenté le 8 mai dernier, le gouvernement a affirmé sa volonté de renforcer l'apprentissage. Le Parti du peuple-Les Libéraux s'est déclaré convaincu que cette mesure favoriserait l'emploi grâce à des salaires moins élevés. Il propose l'embauche d'un apprenti sous un nouveau contrat de travail spécifique aux jeunes de moins de 24 ans. Le Premier ministre a rejeté les critiques de « *dureté* » faites à sa réforme de l'assurance maladie. « *J'ai simplement dit que l'on avait tendance à estimer trop rapidement que tel ou tel n'était plus apte au travail* » a-t-il déclaré.

« *Nous voulons poursuivre sur notre lancée. Nos finances publiques sont en ordre. Nous n'avons pas de dettes similaires à d'autres pays européens pris dans la crise budgétaire* » a déclaré Fredrik Reinfeldt, candidat à sa propre succession à la tête du gouvernement. Il a promis de faire de l'éducation sa mesure prioritaire pour lutter contre le chômage. Son programme est fondé sur la responsabilité budgétaire. Si les finances publiques du pays sont solides (la dette publique s'élevait à 42,8% du PIB en 2009), les 4 partis de l'Alliance souhaitent néanmoins réviser la loi de finances pour y

faire inscrire un objectif d'excédent public. Ils prévoient cependant d'augmenter le budget que les municipalités consacrent aux soins aux personnes âgées et à l'éducation. Enfin, mi-août, le gouvernement a décidé de consacrer 5,4 millions € à un programme destiné à améliorer le logement des personnes âgées.

Le ministre de l'Economie, Anders Borg (M), a indiqué que les partis de l'Alliance envisageaient de vendre les parts que possède l'État dans plusieurs grandes entreprises, pour un montant total d'environ 100 milliards de couronnes (10,46 milliards €). « *Nous espérons obtenir 25 milliards de couronnes de recettes par an durant la prochaine législature. Cet argent devrait contribuer à l'amortissement de la dette publique* » a-t-il indiqué. Enfin, le Premier ministre a promis de poursuivre les baisses d'impôts, notamment en faveur des retraités qui, si les finances publiques reviennent dans le vert, devraient voir leurs taxes décroître de 20 milliards de couronnes (2,1 milliards €) au cours des 4 prochaines années. Le Parti du rassemblement modéré aime à se présenter comme le « *parti des travailleurs* ». « *Nous avons la politique de l'emploi qui manque aux sociaux-démocrates. Nous sommes les seuls à assurer la création d'emplois* » indique-t-il.

En matière de politique étrangère, le gouvernement a déclaré début août qu'il envisageait de prolonger la présence des troupes suédoises en Afghanistan. « *La Suède doit participer aux efforts pour gérer la crise internationale avec un mandat légal clair, pour mieux illustrer sa solidarité et sa responsabilité dans le monde. Les partis de l'Alliance veulent prolonger le mandat des forces suédoises et sont ouvertes à une augmentation de la contribution militaire si la situation l'exige* » a écrit le ministre de la Défense, Sten Tolgfors (M), dans une tribune publiée par le quotidien Dagens Nyheter. La Suède est un pays officiellement neutre, non membre de l'OTAN et elle participe à la force internationale en Afghanistan depuis début 2002.

Le ministre des Affaires étrangères, Carl Bildt (M), a dénoncé le danger que les forces de gauche feraient courir au pays et « *l'antiaméricanisme primaire qui caractérise le programme de l'opposition* » (celle-ci demande la fermeture des bases américaines à l'étranger). « *Laissez aux sociaux-démocrates la possibilité*

de faire entrer la gauche ex-communiste au gouvernement, c'est laisser la porte ouverte à la mise en œuvre d'une politique dont l'issue ne fait hélas aucun doute : un gouvernement désuni et une Suède affaiblie » a-t-il déclaré.

Si les forces de droite demeurent unies à un mois des élections législatives, plusieurs questions se posent sur le poids des différents partis politiques qui composent leur coalition. Les Modérés du Premier ministre Fredrik Reinfeldt, qui ont choisi pour slogan Framat tillsammans « *Avançons ensemble* », bénéficient d'une cote de popularité élevée, mais obtiennent celle-ci au détriment des 3 autres partis. Le Parti du peuple-Les Libéraux rassemble les Suédois vivant dans les grandes villes et les plus diplômés ainsi qu'un fort contingent d'enseignants tandis que le Parti du centre est davantage celui des campagnes rurales. Sa présidente, la ministre de l'Industrie Maud Olofsson, a réaffirmé lors d'un entretien publié par le quotidien Aftonbladet le 26 juillet dernier son ambition d'en faire « *le parti des entrepreneurs et des écologistes de droite* » même si, traditionnellement opposé au nucléaire, le parti a voté le 17 juin dernier en faveur de l'adoption par le Parlement de la loi autorisant la construction de nouveaux réacteurs nucléaires en remplacement des dix anciens (qui couvrent 42% des besoins énergétiques du pays) lorsqu'ils seront arrivés à terme de leur durée d'exploitation (un texte voté de justesse par le Riksdag par 174 voix contre 172). « *Le Parti du centre n'a pas changé d'opinion et promeut toujours les énergies renouvelables mais a choisi d'accepter un compromis, à savoir le remplacement des réacteurs nucléaires vieillissants par de nouveaux* » a indiqué Maud Olofsson après le vote. Le Parti chrétien-démocrate semble quelque peu marginalisé, son nouveau concept de « *vrais gens* » peinant à s'imposer. Son président, Göran Hägglund, a indiqué que ce terme désignait « *tous ceux qui se sentaient parfois dépassés et maltraités par les autorités et l'intelligentsia* ». Son programme s'articule autour de 3 points : la création de nouveaux emplois, notamment grâce à la baisse des charges patronales ; des libertés accrues pour les citoyens, grâce notamment à une limitation du champ d'action de la politique et une meilleure qualité des services rendus par l'État. Les personnes âgées constituent le cœur de cible du parti qui souhaite réduire l'écart en matière d'imposition entre les retraités et les salariés (273

millions € de baisses d'impôts) mais aussi faire passer de 67 à 70 ans l'âge maximal de départ en retraite.

Enfin, le Parti du peuple-Les Libéraux a choisi de mettre l'éducation au centre de son programme électoral. Début août, son leader, le ministre de l'Éducation, Jan Björklund a déclaré que « *l'école n'avait pas vocation à élever les enfants à la place des parents* ». Il a indiqué que les parents des élèves dont le comportement pose problème devraient pouvoir assister, avec leur enfant, à certains cours, afin qu'ils se rendent compte par eux-mêmes de la situation en classe. Le ministre souhaite ouvrir des « *classes d'élite* » dans les collèges et des lycées. « *Les élèves doués ont, autant que les autres, le droit de se sentir bien à l'école sans être contraints de rester assis à écouter des cours qui ne sont pas de leur niveau. Après 1968, nous avons réduit notre niveau d'exigences et donné trop de pouvoirs aux élèves. Il est interdit de leur donner des notes avant la classe de 3^e ! Conséquences de ce laisser-aller : le respect vis-à-vis de l'enseignant n'existe plus* » a-t-il indiqué. Une enquête d'opinion réalisée par le centre de recherches FSI et publiée par le journal Dagens Nyheter révèle que l'éducation constitue la première préoccupation des Suédois devant la santé, la situation des personnes âgées et l'emploi.

Deux grandes questions se posent aux partis de droite à un mois des élections législatives. La première est la suivante : hormis les Modérés et le Parti du peuple-Les Libéraux, les deux autres partis de l'Alliance – le Parti du centre et les chrétiens-démocrates – passeront-ils la barre des 4% des suffrages exprimés obligatoires pour être représentés au Parlement le 19 septembre prochain ? La deuxième interrogation concerne l'extrême droite : quel sera le résultat des Démocrates suédois (SD) à ce scrutin ? Ceux-ci pourraient-ils priver les forces de droite de la majorité absolue au Parlement ?

Les sociaux-démocrates peuvent-ils revenir au pouvoir ?

A gauche, les Verts ont le vent en poupe et sont plébiscités dans les enquêtes d'opinion tandis que les sociaux-démocrates sont à la peine. La leader social-démocrate, Mona Sahlin, reste peu populaire parmi les Suédois et pâtit de la concurrence de Maria Wetterstrand, la très populaire porte-parole des Verts. Mona Sahlin avait été

très affectée dans les années 1990 par l'affaire dite Toblerone. En 1990 et 1991, alors ministre du travail, elle avait utilisé à plusieurs reprises sa carte bancaire professionnelle pour des achats privés. Parmi les articles qu'elle avait achetés se trouvaient deux barres de chocolat de la marque Toblerone. Le deuxième porte-parole des Verts, Peter Eriksson, s'est inquiété de la faible cote de confiance de Mona Sahlin qui, selon lui, pourrait coûter la victoire aux forces de gauche. « *Elle est un acteur de découragement* » a-t-il déclaré. La présidente du Parti social-démocrate a affirmé « *être à l'aise avec les sentiments qu'elle fait naître* » et souligné qu'elle avait toujours été « *soit adorée, soit détestée* ». « *Au moins, les gens prennent position* » a-t-elle conclu.

Le Parti social-démocrate a longtemps été qualifié de « *parti politique le plus efficace du monde* ». Il faut dire qu'il a dominé la vie politique suédoise tout au long du XX^e siècle. Mais les catégories socioprofessionnelles qui assuraient sa victoire (ouvriers et petits employés) se sont peu à peu détournées du parti pour deux raisons : l'identification des électeurs à un parti politique est désormais très faible et l'ancienne classe ouvrière est en voie de disparition. Le plus important des partis de gauche a récupéré les suffrages de nouveaux électeurs, comme les Suédois issus de l'immigration, mais en nombre insuffisant pour retrouver sa domination sur la scène politique. Les sociaux-démocrates présentent les élections législatives du 19 septembre prochain comme l'heure du choix entre « *une politique qui créera davantage d'emploi et d'égalité des sexes et une politique qui élargit les inégalités et qui exclut* ». Le parti a choisi pour slogan *Vi kan inte vänta* (Nous ne pouvons pas attendre).

Le 7 décembre 2008, les forces de gauche se sont unies au sein d'une coalition appelée Rödgröna (coalition rouge-verte) à l'image de ce qu'avaient fait les partis de droite en 2006 lorsqu'ils se sont regroupés sous le libellé de l'Alliance. Cette union des partis de gauche est due à la Confédération syndicale de Suède (LO) qui s'est rapprochée du Parti de gauche au détriment du Parti social-démocrate. S'il remporte les élections législatives, le Parti social-démocrate gouvernera donc avec deux « *petits* » partis, ce qui serait une première dans le royaume. Mais les forces de gauche, qui ont

longtemps mené la course dans les enquêtes d'opinion, sont devancées par celles de l'Alliance.

Les Verts possèdent un électorat jeune, urbain et diplômé. Ils se battent pour l'ouverture des frontières du pays (même si Maria Wetterstrand a déclaré que son parti était prêt à renoncer à sa demande de légalisation de tous les immigrés sans-papiers) présents en Suède, un moratoire sur la construction des grandes surfaces dans les banlieues des grandes villes, le doublement de l'utilisation des moyens de transports en commun dans les dix années à venir (ils souhaitent augmenter le nombre de voies ferrées et de tramways). Maria Wetterstrand se définit comme une « *libérale verte* ». Elle s'oppose à ce que l'État prenne une place trop importante, combat la centralisation et souhaite privatiser plusieurs entreprises publiques. Longtemps eurosceptiques, les Verts se sont, sous l'influence de Maria Wetterstrand, convertis à l'Union européenne.

Peter Eriksson a déclaré rester ouvert à une collaboration avec les « *petits* » partis conservateurs. Il est en effet très possible que ni les partis de l'Alliance ni les forces de gauche n'obtiennent la majorité au Parlement le 19 septembre prochain et que le parti d'extrême droite des Démocrates suédois se retrouve en position d'arbitre. L'ensemble des partis politiques ayant exclu une collaboration avec lui, les deux blocs se verraient obligés de tenter de « *débaucher* » l'un des partis de la coalition adverse. Les analystes politiques considèrent que, dans ce cas, les partis de l'Alliance pourraient, s'ils recueillaient le plus grand nombre d'élus, parvenir à convaincre les Verts de les rejoindre. Dans une interview qu'il a donnée à Expressen, Fredrik Reinfeldt a toutefois exclu toute coopération avec les Verts au cours de la prochaine législature. « *Ils se sont trop nettement opposés à notre politique en matière d'emploi* » a-t-il indiqué.

Le Parti de gauche (Vänsterpartiet), qui regroupe d'anciens communistes, des militants associatifs issus de l'immigration et des militants opposés à « *l'impérialisme américain* », a choisi de modifier son nom pour cette campagne électorale. Il se définit désormais comme le Valfärdspartiet (V), Parti de l'État providence, dont il se veut l'ardent défenseur, y compris contre la volonté de ses partenaires au sein de la coalition, le Parti social-

démocrate et les Verts. Il voit comme un « gigantesque échec » le bilan de l'Alliance à la tête du pays. Il se bat pour l'ouverture des frontières, la durée de la journée de travail de 6h, le partage du congé parental (actuellement assuré à 80% par les mères) entre les deux parents, l'ouverture des écoles maternelles le soir et la nuit et le retrait des troupes suédoises d'Afghanistan. Sur ce sujet, il est rejoint par les sociaux-démocrates dont la leader, Mona Sahlin, a déclaré envisager un retour des troupes suédoises stationnées dans ce pays puisque la région dont celles-ci ont la charge devrait être parmi les premières à faire l'objet d'un transfert de responsabilité aux Afghans. « *Si c'est le cas, et si le scrutin afghan du 18 septembre prochain (les élections législatives auront lieu dans ce pays la veille du scrutin suédois) se déroule dans de bonnes conditions, alors il paraît clair que nous commencerons, au cours de la prochaine législature, à réduire notre présence sur place* » a-t-elle indiqué. Le 6 août dernier, Mona Sahlin écrivait dans une tribune publiée dans le quotidien Aftonbladet : « *Pour réussir pleinement, le pays a besoin de notre aide et de notre soutien. La Suède est depuis longtemps l'un des principaux contributeurs d'aide à l'Afghanistan. Mais l'assistance militaire a pris le pas sur l'aide au développement. Nous souhaitons dépasser cette situation pour faire en sorte que l'aide au développement soit au moins équivalente à l'effort militaire. Si les conditions de sécurité s'améliorent, le temps sera alors venu de réfléchir aux conditions de notre départ. Il est toutefois essentiel que l'assistance civile perdure bien après le retrait des soldats occidentaux* ».

Le 29 juillet dernier, une enquête d'opinion révélait que 41 % des Suédois considéraient la présence suédoise en Afghanistan injustifiée (ils étaient 35 % en février dernier), 42 % y étant favorables (46 % lors du précédent sondage).

Mona Sahlin a mis en avant l'unité de la coalition rouge-verte, sur la fiscalité, l'intégration ou encore la politique étrangère, insistant sur la notion de solidarité, qui, selon elle, est au cœur de son programme. La coalition de gauche a ainsi mis en place une plateforme commune en matière d'éducation prônant, entre autres, la notation des élèves dès la fin du collège. Elle qualifie de « *pas dans la mauvaise direction* » les propositions de l'actuel ministre de l'Éducation. « *Les enseignants sont tout à fait capables de repérer, dans leurs classes, les*

élèves les plus avancés et d'adapter leur pédagogie au niveau de chacun. Il suffit simplement de créer davantage de postes » a-t-elle déclaré au quotidien Aftonbladet. « *Nous consacrerons 12 milliards de couronnes supplémentaires (1,2 milliard €) à l'éducation et à la santé. Le maintien de l'État providence est plus important que les baisses d'impôt* » ont promis les forces de gauche. Ces dépenses devraient, selon l'opposition, créer entre 10 000 et 15 000 emplois. Le Parti social-démocrate a qualifié d'« *emplois au rabais* » les « *emplois-jeunes* » que proposent les partis de l'Alliance et déclaré qu'il fallait de nouvelles formations afin de ne pas reléguer les jeunes en bas de l'échelle et ne pas leur offrir des rémunérations plus faibles que celles des autres salariés.

Les forces de gauche souhaitent voir croître les dépenses publiques, une hausse qui serait financée par une augmentation des impôts qui resterait cependant « *légère* » pour la grande majorité des Suédois. Devraient augmenter les taxes sur l'alcool, le tabac et les carburants. Le 15 août dernier, Mona Sahlin a accusé le Premier ministre Fredrik Reinfeldt d'avoir affaibli le modèle social suédois durant son mandat et de poursuivre sur cette voie, néfaste selon elle, en promettant de baisser les impôts. « *Le Parti du rassemblement modéré pense que baisser les impôts est la priorité. Ils n'ont eu que ce mot à la bouche. Rien ne compte davantage à leurs yeux, ni le chômage des jeunes, ni l'exclusion des personnes malades, ni l'accroissement des inégalités entre les Suédois. Est-ce vraiment la Suède que nous désirons ? Est-ce le pays dans lequel nous voulons vivre ? Non, mille fois non !* » a-t-elle déclaré.

En matière de fiscalité, l'opposition souhaite également poursuivre les réductions d'impôt en faveur des retraités ; ceux-ci se verraient accorder 7,5 milliards de couronnes d'avantages fiscaux. « *La Suède est l'un des rares pays au monde qui impose davantage les retraités que les salaires* » a écrit l'ancien Premier ministre social-démocrate (1986-1991 et 1994-1996) Ingvar Carlsson dans une tribune dans la presse. En outre, alors que le revenu moyen des Suédois a cru de 32% entre 1999 et 2008, celui des retraités a augmenté de 24% (et celles des femmes âgées vivant seules de 19%). Les plus de 65 ans représentent 18% de la population suédoise.

L'opposition accuse le gouvernement de Fredrik Reinfeldt d'avoir échoué au niveau économique et dénonce la hausse du taux de chômage, au plus haut niveau depuis la fin de la crise économique des années 1990 dans le pays. « *Le gouvernement n'a pas à être tenu pour responsable de la crise mondiale mais il est responsable du fait que la chute du marché de l'emploi en Suède est plus importante qu'en moyenne dans l'Union européenne* » répètent les forces de gauche. Elles affirment que le taux de chômage des jeunes et des immigrés est en Suède « *l'un des plus élevés de l'Union européenne* » et que la productivité et la compétitivité suédoises ont diminué jusqu'à mettre en péril « *la place de la Suède en Europe* ». Les partis de gauche souhaitent augmenter le plafond supérieur des indemnités de l'assurance chômage (de 680 à 950 couronnes) réduit par les formations de l'Alliance en 2006.

En matière de transports, l'opposition veut introduire le tarif unique dans les transports à Stockholm. Tout voyage coûtera 35 couronnes (3,65 €) et les enfants de moins de 12 ans se déplaceront gratuitement. La coalition de gauche veut créer de nouvelles lignes de chemin de fer à grande vitesse (entre Stockholm et Göteborg et Göteborg et Malmö). Les investissements dans l'industrie ferroviaire devraient augmenter de 120 milliards de couronnes (12,51 milliards €). Enfin, les trois partis veulent faciliter l'auto-entrepreneuriat ou réduire les charges patronales et, afin d'aider les artisans, accorder de nouvelles déductions fiscales pour tous travaux de rénovation des immeubles permettant une diminution de la consommation d'énergie.

L'extrême droite fera-t-elle son entrée au Parlement ?

L'éventualité de l'entrée de l'extrême droite au Riksdag est l'une des questions essentielles de la campagne électorale. Le pays a en effet été jusqu'à présent épargné par les tendances extrémistes. Le parti nationaliste des Démocrates suédois, fondé en 1988 et dirigé par Jimmie Akesson, est en hausse constante aux élections législatives et locales. Il a recueilli 2,9% des suffrages (et près de 10% en Scanie, région frontalière du Danemark, lors du dernier scrutin du 17 septembre 2006). Les Démocrates suédois ont donc fait leur entrée dans 3 parlements régionaux et obtenu 20 élus municipaux.

Dans les enquêtes d'opinion, ils réalisent de bons résultats parmi les plus jeunes électeurs, en particulier chez les primo-votants. Le parti, qui possède des liens historiques avec les néo-nazis (dont il s'est éloigné pour tenter de devenir fréquentable) et qui est issu du mouvement raciste « *Gardez la Suède suédoise* », a une idéologie à la fois conservatrice et sociale. Il veut restreindre l'accès à l'interruption volontaire de grossesse, faire cesser ce que le secrétaire du parti, Björn Söder, qualifie de « *normalisation de l'homosexualité* », s'oppose au féminisme, etc. Mais, à l'image des forces de gauche (et du parti d'extrême droite du Parti du peuple danois, DF), il se veut le défenseur de l'État providence.

Dans un pays où un habitant sur quatre a un parent né à l'étranger, les Démocrates suédois sont favorables à une réduction de l'immigration pour que la Suède reste une « *société homogène* ». Ils souhaitent voir diminuer le nombre des immigrés et des demandeurs d'asile de 90%, instaurer un permis de séjour uniquement provisoire, obliger les demandeurs d'asile et les futurs immigrés à se soumettre à un test ADN mais aussi à des examens pour vérifier s'ils ont la tuberculose et s'ils sont porteurs du virus HIV. « *La plupart des Suédois partagent mes idées à l'égard des immigrés. Dans ce pays, si vous critiquez la politique sur l'immigration, vous êtes vu comme un raciste ou un xénophobe. Il est difficile de faire se lever les gens et de dire «voici ce que je pense». Les Suédois sont très tolérants mais je suis convaincu qu'une grande part de l'électorat pensent que les politiques d'immigration ont été trop laxistes et beaucoup trop généreuses* » affirme Jimmie Akesson qui évoque la « *suéditude* », terme qu'il utilise pour qualifier « *non une couleur de peau ou quelque chose de constitutif de notre corps* » mais plutôt « *nos valeurs et notre comportement* ». Durant de nombreuses années, la tendance nationale (anti-mondialisation et anti-Union européenne) a été l'apanage des forces de gauche dans le royaume. En 2003, le Premier ministre de l'époque Göran Persson (SAP) avait prôné une approche restrictive des contrôles aux frontières, notamment envers les travailleurs venus des États baltes. Il avait évoqué les « *touristes sociaux* » qui pourraient miner l'État providence.

Les forces de droite comme de gauche ont exclu toute collaboration avec l'extrême droite à l'issue des élections législatives du 19 septembre prochain.

Durant la dernière législature (2006-2010), les forces de gauche ont devancé les partis de l'Alliance dans toutes les enquêtes d'opinion. Le dernier sondage publié le 20 août dernier crédite les forces de l'Alliance de 47,9% des suffrages pour 46,3% des voix aux partis de l'opposition (le Parti social-démocrate reste le premier parti de Suède avec 32,7% des suffrages). L'écart est donc très faible entre droite et gauche. Les Démocrates suédois recueilleraient 4% des voix et feraient donc leur entrée au Parlement. Enfin, 22% des personnes interrogées ont déclaré ne pas avoir encore décidé à qui elles accorderaient leur suffrage. L'écart entre les deux coalitions est donc très faible et a tendance à se réduire au fil des semaines. « *Il est probable que la situation soit très confuse à l'issue du scrutin* » ana-

lyse Carl Melin de l'institut d'opinion United Minds. « *Si aucune des deux coalitions ne parvient à atteindre la majorité absolue, un gouvernement minoritaire pourrait être formé mais si celui-ci refuse le soutien des Démocrates suédois, il serait toutefois très instable* » a indiqué le politologue Peter Santesson-Wilson de l'Institut Ratio. « *Les démocrates suédois pourraient ainsi voter avec l'opposition sur la loi sur le budget, ce qui causerait un véritable chaos politique et forcerait le gouvernement à démissionner* » a-t-il ajouté.

En conclusion, les Suédois ont préféré la droite à la gauche à seulement deux reprises dans l'histoire du royaume : en 1991 et en 2006, soit deux années électorales qui ont vu la victoire des partis de droite.

J-77 jours avant
le scrutin**Le point à une semaine du scrutin**

À une semaine des élections législatives suédoises le 19 septembre, l'Alliance - qui regroupe le Parti du rassemblement modéré (M), dirigé par le Premier ministre sortant Fredrik Reinfeldt ; le Parti du centre (C), le Parti du peuple-Les Libéraux (FpL) et le Parti chrétien-démocrate (KD) - devancerait la coalition rouge-verte (Rödgröna) qui rassemble le Parti social-démocrate (SAP) dirigé par Mona Sahlin, le Parti de l'environnement-Les Verts (MP) et le Parti de la gauche (Vp).

La cote de popularité du Chef du gouvernement, Fredrik Reinfeldt, est beaucoup plus élevée que celle de sa rivale, Mona Sahlin, qui reste peu populaire parmi les Suédois au contraire de sa partenaire de coalition, Maria Wetterstrand, porte-parole des Verts. Au sein du SAP, beaucoup parlent d'une « *campagne de haine* » contre Mona Sahlin, cible permanente des médias selon eux.

Selon les enquêtes d'opinion, les Suédois s'attendent à une victoire des forces de l'Alliance. Début septembre, 62,4% d'entre eux donnaient la droite en tête contre 19,3 % qui anticipaient une victoire de la gauche. Parmi les sympathisants de l'opposition, seuls 38% estiment que l'alternance est possible.

Les retraités (environ 20% de l'électorat), qui ont vu leurs pensions diminuer ces derniers mois (le niveau des retraites est, en Suède, indexé sur la croissance économique), figurent au cœur de la fin de campagne. Une partie des retraites relève de la capitalisation et a donc été affectée par la crise financière. Les retraités sont davantage taxés que les actifs auxquels ont été accordés des allègements fiscaux ces dernières années, l'Alliance ayant explicitement souhaité privilégier le travail.

Les forces de l'Alliance ont indiqué qu'en cas de victoire elles baisseraient les impôts des retraités de 5

milliards de couronnes et les partis de gauche qu'ils gommieraient le différentiel d'impôts entre retraités et salariés s'ils revenaient au pouvoir. Début septembre, le gouvernement a annoncé qu'il consentirait une baisse d'impôts de 2,5 milliards de couronnes pour les retraités (271,5 millions €), réforme qui entrera en vigueur en 2011, et qu'il pourrait envisager une nouvelle baisse d'impôts de 2,3 milliards de couronnes (249,7 millions €), si les finances publiques revenaient dans le vert. Les propositions des forces de l'Alliance pourraient donc porter à 10 milliards de couronnes (environ 1,1 milliard €) les baisses d'impôts consenties aux

retraités. Quant à la coalition rouge-verte, elle promet au total une baisse de 17,5 milliards de couronnes (1,9 milliard €).

La campagne est centrée aussi sur les questions de fiscalité et s'apparente à un concours de baisse d'impôts (la Suède est l'un des pays où la pression fiscale est la plus forte en Europe). Le temps semble lointain de l'opposition entre une droite favorable à la diminution des taxes et une gauche protectrice du modèle suédois. Au total, le gouvernement s'est engagé à baisser les impôts et les dépenses publiques à hauteur de 32,7 milliards de couronnes (3,55 milliards €) en cas de victoire.

Les forces de gauche ont déclaré qu'elles ne reviendraient pas sur 90% des baisses d'impôts votées par le gouvernement sortant. Elles souhaitent diminuer les taxes sur les retraites et sur les cotisations d'assurance chômage et préconisent une baisse de la TVA sur la restauration. Elles prévoient néanmoins de relever la valeur fiscale minimale d'une maison de 4,5 à 7 millions de couronnes (ce qui donnerait lieu au paiement d'un impôt supplémentaire), d'augmenter quelques taxes sur le revenu et sur l'essence et de réinstaurer l'impôt sur la fortune. Elles souhaitent supprimer la réduction d'impôt sur les services à domicile (50% de leur coût est actuellement déductible), réduction qui serait compensée par une baisse de la TVA sur ces mêmes services. Un programme qui a fait dire au Premier ministre sortant que l'opposition souhaitait « *baisser les impôts de tous, sauf des Suédois qui travaillent* ».

Mona Sahlin a accusé Fredrik Reinfeldt d'avoir affaibli le modèle social suédois durant son mandat et de fragiliser le financement de l'État providence avec ses nouvelles promesses de baisses d'impôts. « *Le Parti du rassemblement modéré pense que la priorité est de diminuer les impôts. Il n'en voit pas d'autres. Ni le chômage des jeunes ni l'exclusion des malades ni les inégalités croissantes entre les gens* » a-t-elle déclaré. Selon elle, le Chef du gouvernement favorise les baisses d'impôts « *au détriment de l'augmentation du nombre des salariés dans les secteurs de la santé et de l'éducation, d'ambitions écologiques plus élevées et de la possibilité pour les citoyens suédois de vivre une vie plus riche* ». « *Les baisses d'impôt ont un prix. Je suis certaine que leur prix sera l'État providence* » a-t-elle affirmé. Les forces de gauche promettent de

consacrer dès 2011 1,5 milliard de couronnes (sur les 4,6 milliards promis pour l'ensemble de la législature à venir) à la prise en charge et au bien-être des personnes âgées. Elles prévoient une hausse des moyens consacrés à la petite enfance, à l'éducation (hausse de l'allocation étudiante, plafonnement des frais d'inscription à l'école maternelle, augmentation du nombre d'enseignants) et à l'État providence en général.

Fredrik Reinfeldt s'appuie sur le bilan de ses 4 années passées à la tête du pays pour faire de nouvelles promesses mesurées. Pays parmi les plus solides d'Europe au niveau économique (la Suède obtient la 2^e place, derrière la Suisse, dans le classement de la compétitivité internationale du World Economic Forum), la Suède est en pleine reprise (4,5% de croissance du PIB prévue en 2010). Ses finances publiques sont saines (la dette publique s'élevait à 42,8% du PIB en 2009, le déficit budgétaire représentait 0,5%), la couronne suédoise a gagné environ 20% sur l'euro depuis mars dernier et la Banque centrale suédoise (Riksbank) a relevé début septembre ses taux d'intérêt directeurs d'un demi-point (de 0,25% à 0,75%) pour la 2^e fois cette année. Certes, le taux de chômage reste élevé (8% de la population active, 21,2% parmi les jeunes entre 20 et 24 ans) et les coupes parfois sévères effectuées dans les dépenses sociales au sein d'un pays très attaché au maintien d'un État Providence (Folkhemmet, soit la maison du peuple) puissant ont affecté les Suédois les plus fragiles.

Les forces de l'Alliance ont fait de l'emploi leur priorité et présentent leur politique de baisse des impôts comme la seule façon efficace de créer des emplois. « *Les réductions d'impôts créeront de l'emploi et inciteront à travailler* » a déclaré Fredrik Reinfeldt qui a présenté, avec le ministre de l'Économie Anders Borg (M), son « *paquet pour l'emploi* » dont le coût est estimé à 3 milliards de couronnes (325 millions €). Les mesures concernent les jeunes chômeurs et les chômeurs de longue durée, notamment une amélioration des possibilités d'insertion professionnelle des jeunes diplômés, une extension du système de coaching (aide à la rédaction d'un dossier de candidature à un emploi, etc) à laquelle serait consacré 1 milliard de couronnes (108,5 millions €).

« *Nous sommes prêts pour 4 années supplémentaires* » a déclaré le Chef du gouvernement. Au total,

les forces de l'Alliance promettent, en cas de victoire, d'allouer 32,7 milliards de couronnes (3,4 milliards €) à un plan de réformes sociales. Elles souhaitent vendre certaines des parts que possède l'État dans plusieurs entreprises publiques comme la compagnie d'électricité Vattenfall, la banque Nordea ou l'opérateur téléphonique TeliaSonera. L'opposition de gauche est beaucoup moins favorable à toute politique de privatisation et désire conserver Vattenfall dans le giron de l'État.

« *Je fais exactement ce que j'ai promis aux Suédois : la protection du système social passe avant tout* » a déclaré le Premier ministre Fredrik Reinfeldt, ajoutant « *l'essentiel de l'argent que nous engagerons ira à l'éducation, à la santé et aux services sociaux* ».

Fredrik Reinfeldt a tout intérêt à porter le débat sur les questions socioéconomiques. Son bilan et la garantie de stabilité et de consolidation des acquis de la précédente législature que se propose de représenter son programme semblent attirer les électeurs. Sans forcément adhérer à une doctrine libérale, les Suédois montrent, comme beaucoup de citoyens européens, un besoin de stabilité et une plus grande confiance dans l'efficacité des partis de droite pour gérer la crise économique et faire face aux bouleversements que connaît leur société.

Les forces de gauche peinent à incarner un réel programme alternatif capable de mobiliser les électeurs. La coalition rouge-verte souffre de son hétérogénéité. Ainsi, le Parti de gauche est eurosceptique contrairement au Parti social-démocrate et au Parti de l'environnement-Les Verts. Par ailleurs, les catégories socio-professionnelles les plus populaires, traditionnellement proches du Parti social-démocrate, se reconnaissent parfois difficilement dans le parti écologiste, défenseur de l'identité homosexuelle. L'opposition manque de stratégie (les forces de l'Alliance ont imposé leur agenda politique – notamment la fiscalité – dans la campagne électorale). Enfin, elle souffre du problème de leadership de Mona Sahlin, peu populaire.

Cette situation est dommageable pour les partis de gauche car si la personnalité des candidats joue habituellement un rôle moindre en Suède que dans les autres États européens, la campagne législative s'est cristallisée sur les deux principaux leaders politiques – le Premier ministre Fredrik Reinfeldt pour la coalition gouvernementale sortante et Mona Sahlin pour la coalition de gauche. L'idée que se font les élec-

teurs de la capacité de chacun d'entre eux à gouverner devrait être primordiale dans le choix qu'ils feront. « *Nous avons seulement 2 candidats principaux et ces élections législatives s'apparentent à un scrutin présidentiel* » a déclaré le journaliste Fredrik Furtenbach. « *C'est un grand changement pour les sociaux-démocrates qui doivent accepter de ne plus être au centre du jeu politique. C'est bien sûr également un grand changement pour les électeurs qui ont une véritable alternative* » a indiqué Henrik Brors, analyste politique.

Jimmie Akesson, leader des Démocrates suédois (SD), parti d'extrême droite, en a présenté le programme électoral. Emploi, bien-être et sécurité en sont les 3 thèmes centraux même si de l'avis de tous, c'est en réalité la lutte contre l'immigration qui figure au cœur du manifeste. À l'approche du scrutin, le ton de l'extrême droite se fait de plus en plus dur contre la politique d'intégration et contre l'islam. Un clip électoral montrant une femme âgée tentant d'atteindre un guichet et devancée au dernier moment par un groupe de femmes en burqa, a fait scandale. La chaîne de télévision TV4 a refusé de le diffuser.

Jimmie Akesson tient des propos relevant de l'idéologie traditionnelle de l'extrême droite. « *Les apôtres de la diversité culturelle et tout l'établissement ont volé la Suède* » a-t-il ainsi déclaré. Il a souligné que son parti n'avait aucun intérêt à traiter du sujet de l'emploi « *puisque tous les autres partis en parlent déjà* » et affirmé vouloir se tourner « *contre les immigrés qui occupent un emploi en Suède pour les remplacer par des Suédois* ». « *Notre message est destiné à susciter la controverse. Que les partis de l'établissement nous tombent dessus à bras raccourcis, c'est très bien. Cela permet de susciter le débat et de faire parler de nos priorités* » a-t-il indiqué.

La coalition rouge-verte a clairement déclaré qu'elle ne formerait jamais de coalition gouvernementale avec les Démocrates suédois et qu'elle n'accepterait pas un quelconque soutien parlementaire de leur part.

La dernière enquête d'opinion publiée le 10 septembre par le Dagens Nyheter crédite les forces de l'Alliance de 50,5 % des suffrages (48,4% dans un sondage du 8 septembre) et la coalition rouge-verte de 42,2% (44,9% dans un sondage du 8 septembre). Les Démocrates suédois sont crédités de 6% (4,7% dans un sondage du

8 septembre). Ils entreraient ainsi au Parlement. Les deux principaux partis sont à égalité dans les sondages et le Parti social-démocrate (30% des suffrages) voit sa position de premier parti suédois menacée par le Parti du rassemblement modéré (29,9% des suffrages). Quoi qu'il arrive, les élections législatives du 19 septembre prochain seront un scrutin historique en Suède. Soit elles consacreront la coalition sortante de l'Alliance et le gouvernement conduit par le Parti du rassem-

blement modéré effectuera un 2^e mandat, ce qui n'est jamais arrivé jusqu'à présent. Soit elles donneront la victoire au bloc rouge-vert et la Suède sera dirigée par une coalition inédite rassemblant les sociaux-démocrates, les écologistes et les anciens communistes. Dans cette dernière option, Mona Sahlin deviendrait Premier ministre, une première en Suède. Enfin, le scrutin pourrait être celui qui verra un parti d'extrême droite entrer pour la première fois au Riksdag.

La coalition de droite sortante remporte les élections législatives en Suède et l'extrême droite fait son entrée au Parlement.

La coalition de l'Alliance emmenée par le Premier ministre sortant Fredrik Reinfeldt est arrivée en tête des élections législatives en Suède le 19 septembre. Ensemble, les 4 partis de l'Alliance – le Parti du rassemblement modéré (M), le Parti du centre (C), le Parti du peuple-Les Libéraux (FpL) et le Parti chrétien-démocrate (KD) – ont recueilli 49,2% des suffrages (+1 par rapport au scrutin législatif du 17 septembre 2006) et 172 sièges. L'Alliance échoue cependant à obtenir la majorité absolue au Riksdag, Chambre unique du Parlement (175 sièges). Les Modérés obtiennent 30% (107 sièges, +10), les Centristes, 6,6% (22 sièges, -7), les Libéraux, 7,1% (24 sièges, -4) et les Chrétiens-démocrates, 5,6% (19 sièges, -5).

Les 4 partis de droite devançant la coalition gauche-verte (Rödgröna), conduite par Mona Sahlin, qui a obtenu 44% des voix (-2,1 points) et 157 sièges. Ce bloc de gauche rassemble le Parti social-démocrate (SAP) qui recueille 30,9% des voix (113 sièges, -17), le Parti de l'environnement-Les Verts (MP), 7,2% (25 sièges, +6) et le Parti de la gauche (Vp), 5,6% (19 sièges, -3). Le parti M est le grand gagnant de ce scrutin, le SAP ne parvenant que de justesse à le devancer, une situation politique inédite dans un pays dominé tout au long du XX^e siècle par la social-démocratie.

Les Démocrates suédois (SD), parti d'extrême droite dirigé par Jimmie Akesson, réussit sa percée en recueillant 5,7% des suffrages (+2,8 points), soit près du double du pourcentage qu'ils avaient obtenu il y a 4 ans. Le parti fait donc son entrée au Parlement.

La participation, traditionnellement élevée en Suède, s'est établie à 82,1%, soit quasiment équivalente à celle enregistrée lors du scrutin du 17 septembre 2006 (81,99%). Environ 2,2 des 7,1 millions d'électeurs suédois avaient voté par avance, soit +400 000 par rapport à 2006.

Le Premier ministre sortant Fredrik Reinfeldt (M) a gagné mais n'a pas pu conserver la majorité absolue au Riksdag en dépit des multiples mises en garde qu'il avait fait tout au long de la campagne électorale. « *Nous avons appelé les Suédois à être prévoyants et responsables et à voter de façon claire pour continuer avec un gouvernement de majorité* » avait-il déclaré le jour du vote. « *Si vous voulez vous réveiller lundi avec un gouvernement stable et majoritaire, alors le gouvernement de l'Alliance est la solution* » avait-il répété. « *Le bloc le plus important doit gouverner et c'est l'Alliance* » a-t-il

affirmé après l'annonce des résultats. Fredrik Reinfeldt a réussi ce qu'aucun dirigeant de droite n'avait réalisé en Suède avant lui : conserver le pouvoir après avoir accompli un mandat complet.

« *Ce n'est pas le résultat que je souhaitais pour ces élections* » a-t-il déclaré excluant de gouverner en coalition avec l'extrême droite. « *J'ai été clair. Nous n'allons pas coopérer ou être dépendants des Démocrates suédois* » a-t-il répété. Evoquant l'éventualité pour sa coalition d'une absence de majorité absolue au Parlement, le Premier ministre a indiqué qu'il pourrait aller

Résultats

chercher un soutien auprès du Parti de l'environnement-Les Verts. Une éventualité que les deux porte-parole du parti écologiste, Peter Eriksson et Maria Wetterstrand, ont fermement rejeté avant le scrutin. Plusieurs personnalités écologistes se sont déclarées prêtes à collaborer avec les forces de l'Alliance pour éviter que l'extrême-droite puisse avoir une quelconque influence sur les travaux du Parlement. « *Cela va être très difficile pour nous, après cette campagne, de regarder nos électeurs dans les yeux et de leur dire qu'on va coopérer avec ce gouvernement* » a souligné Maria Wetterstrand.

« *Nous avons un scénario que la majorité des électeurs suédois souhaitent éviter, qui fait qu'un parti xénophobe se retrouve en position d'arbitre. Il est probable que Fredrik Reinfeldt ouvre des négociations avec les Verts. Je ne crois pas qu'il leur offrira un siège au gouvernement mais il peut essayer de les convaincre qu'une certaine forme de coopération et leur soutien au gouvernement sur certains enjeux leur permettra d'influer sur l'action politique* » a déclaré Ulf Bjereld, politologue de l'université de Göteborg.

« *Même si aucun bloc n'obtient de majorité claire, je crois que, si la droite arrive en tête, nous pourrions continuer à gouverner. Nous pouvons parfaitement conduire notre politique dans le cadre d'un gouvernement minoritaire. A condition bien sûr que la gauche ne s'associe pas à l'extrême droite pour voter une motion de censure. Mais je ne crois pas à cette hypothèse. Ce qui peut arriver, c'est que les Démocrates suédois, sans l'annoncer à l'avance, votent, au dernier moment, une proposition déposée par les sociaux-démocrates. Cela s'est déjà vu dans les années 1990, quand la Nouvelle démocratie (parti d'extrême-droite qui a siégé au Parlement suédois entre 1991 et 1994) était représentée au Parlement* » a déclaré le leader des Chrétiens-démocrates, Göran Hägglund.

Avec 30,9% des suffrages, le Parti social-démocrate obtient le résultat le plus faible de son histoire. « *Nous avons perdu. Nous n'avons pas été capables de regagner la confiance. C'est maintenant à Fredrik Reinfeldt de dire comment il prévoit de diriger la Suède sans laisser d'influence aux Démocrates de Suède* » a déclaré Mona Sahlin. Le SAP a indéniablement souffert d'un problème de leadership ; Mona Sahlin, peu populaire, a pâti de la concurrence de Maria Wetterstrand, très appréciée porte-parole des Verts, et peiné à donné une véritable

cohésion à la coalition qu'elle dirigeait. Le parti semble avoir vu une partie de ses électeurs se détourner de lui faute de comprendre ou d'accepter son alliance avec le Parti de l'environnement-Les Verts. Selon certains sondages « *sortie des urnes* », le parti d'extrême droite aurait bénéficié de la désaffection d'anciens électeurs sociaux-démocrates.

De façon plus générale, les forces de gauche rassemblées dans une coalition très hétérogène ne sont pas parvenues à incarner un réel programme alternatif capable de mobiliser les Suédois au cours d'une campagne électorale où la coalition sortante de l'Alliance a imposé son agenda. « *La défaite de 2006 s'explique en grande partie par le fait que les sociaux-démocrates ont ignoré la problématique grandissante du chômage. Depuis, les libéraux ont réussi à imposer leur agenda politique ainsi que leur vision du problème. Alors qu'ils pensaient qu'il leur serait facile de reprendre l'avantage à ces élections, après 4 ans d'opposition, les sociaux-démocrates apparaissent au contraire comme un parti qui ne s'est pas réformé, avec les mêmes vieux visages et les mêmes vieux discours* » analyse Andreas Johansson, professeur à l'université de Göteborg.

Les difficultés de la gauche suédoise sont partagées par l'ensemble des partis sociaux-démocrates en Europe qui peinent à se réformer et à apparaître crédibles face à une droite au pouvoir dans près des 4/5e des États de l'Union européenne. « *Les sociaux-démocrates rencontrent les mêmes difficultés que les partis de la même tendance en Europe. Ils n'arrivent pas à s'adapter à la transition économique qui nous fait passer d'un capitalisme d'industrie à un capitalisme globalisé* » indique Marie Demker, professeur de science politique à l'université de Göteborg.

« *L'ironie, c'est que ce déclin de la gauche coïncide avec le moment où l'ensemble des partis politiques et de la société acceptent le modèle que celle-ci a construit depuis les années 1930. Longtemps, la droite a fait campagne en dénonçant le « socialisme » et l'État-providence suédois. Plus question de tenir un tel discours. Au contraire, elle accepte l'héritage des sociaux démocrates et a totalement intégré le système social-démocrate dans son discours, ne proposant que sa modernisation par petites touches* » note le journaliste du quotidien Dagens Nyheter, Henrik Brors.

Avec l'entrée des Démocrates suédois au Parlement, la Suède « *se normalise* » au sein de l'Union européenne

alors que le pays figurait jusqu'alors parmi les rares où l'extrême droite était absente du Parlement. Le modèle suédois d'intégration, comme d'autres en Europe, est à la peine. L'immigration récente, très différente de celle des années précédentes, semble moins aisément acceptée dans un pays très homogène qui s'interroge sur son identité et sur l'avenir de son modèle social au sein d'un monde globalisé. Des questionnements partagés par les autres Européens.

Quelques jours avant les élections, Jimmie Akesson (DS) se réjouissait déjà : « *Du simple fait d'être au Parlement, nous leur ferons peur et nous les forcerons à s'adapter à nos positions, notamment en matière de politique migratoire, car ils redouteront de perdre des voix aux élections suivantes* » avait-il déclaré. Il a promis de « *ne pas créer de problèmes au Riksdag* ». « *Nous prendrons nos responsabilités. C'est ma promesse au peuple suédois* » a-t-il indiqué.

Björn Söder, secrétaire général des Démocrates suédois, a déclaré espérer que les forces de l'Alliance négocieraient avec son parti. « *Nous espérons être contactés demain par les autres partis* » a-t-il affirmé.

La coalition des forces de l'Alliance devrait donc former un gouvernement minoritaire. Celui-ci pourrait obtenir le soutien du Parti de l'environnement-Les Verts. La reconduction de la droite en Suède met fin à l'hégémonie du Parti social-démocrate. Le pays connaît l'alternance politique à l'image de ses voisins européens. Le fameux modèle suédois est fragilisé. « *Une époque a pris fin* » pouvait-on lire dans l'éditorial du quotidien Dagens Nyheter. La victoire des forces de l'Alliance est cependant moins synonyme de rupture qu'elle ne témoigne d'une profonde transformation de la société. Le Svenska Dagbladet affirme qu'il est temps pour les Suédois d'inventer leur « *nouvelle image nationale* ».

Résultats des élections législatives du 19 septembre 2010 en Suède - Participation : 82,10%

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges obtenus
Parti social-démocrate (SAP)	1 780 974	30,9	113
Parti du rassemblement modéré (M)	1 729 010	30	107
Parti de l'environnement-Les Verts (MP)	415 879	7,2	25
Parti du peuple-Les Libéraux (FpL)	407 816	7,1	24
Parti du centre (C)	380 215	6,6	22
Démocrates suédois (SD)	330 157	5,7	20
Parti chrétien-démocrate (KD)	324 715	5,6	19
Parti de la gauche (Vp)	321 854	5,6	19
Autres	80 644	1,3	0

Source : Site internet des élections suédoises (<http://www.val.se/val/val2010/valnatt/R/riike/index.html>).

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.